

Rentrée stratégique de l'IRSEM

Discours d'introduction

Martial Foucault, directeur de l'IRSEM

8 septembre 2026

Tout d'abord, je tiens à vous souhaiter la bienvenue et vous remercier de votre présence en si grand nombre. C'est un honneur d'ouvrir la rentrée stratégique 2026 de l'IRSEM. C'est une matinée très riche qui précèdera l'intervention de Madame la ministre des Armées et des Anciens Combattants.

Je voudrais, dans les quinze minutes qui me sont accordées, vous parler moins d'un bilan que d'une ambition pour l'IRSEM. Une ambition simple à énoncer, mais certainement plus difficile à réaliser : contribuer à faire émerger en France une véritable école des études stratégiques, capable de produire des connaissances, des concepts ; capable de nourrir la décision publique, mais aussi de peser sur les grands débats scientifiques internationaux.

C'est autour de cette ambition que je voudrais organiser mon propos avant de le décliner en trois priorités scientifiques pour l'année qui vient.

Nous avons, en France, une tradition intellectuelle des questions stratégiques qui n'a rien à envier à personne. Raymond Aron a pensé la puissance et les relations entre États. André Beaufre a théorisé la stratégie indirecte comme une dialectique. Pierre-Marie Gallois et Lucien Poirier ont contribué à construire l'architecture intellectuelle de notre dissuasion. Cette tradition existe. Elle est vivante. Mais elle reste dispersée entre nos universités, nos grandes écoles, nos centres de recherche, nos armées et les institutions de l'État. Et peut-être trop souvent isolée des grands débats internationaux.

L'une des ambitions de l'IRSEM est précisément de contribuer à rapprocher ces mondes.

Comparons, un instant, quelques dates de naissance. Le Royal United Services Institute de Londres (RUSI) en 1831. Chatham House en 1920, La RAND Corporation aux Etats-Unis en 1948 et aussi l'International Institute for Strategic Studies (IISS) en 1958. La France, elle, a attendu 2009 pour se doter d'un institut de recherche stratégique dédié au ministère des Armées, l'IRSEM lui-même. Nous ne partons pas de rien ; nous partons en retard. Car je n'oublie pas la naissance de think tanks tels que l'IFRI (1979) ou la FRS (1992).

Créé en 2009 et rattaché auprès de la DGRIS depuis 2015, l'IRSEM occupe en effet une position singulière. Il est à la fois un institut de recherche du ministère des Armées (intégré à l'ACADEM) et un lieu pleinement inséré dans le monde académique français et international.

Cette double appartenance constitue, je crois, sa principale force.

Notre rôle est d'éclairer les différentes autorités du ministère sur les sujets de nature stratégique. Et notre savoir-faire est celui de la recherche : le temps long, la comparaison, l'enquête, la méthode, le débat contradictoire et la liberté intellectuelle.

En quelques mots, l'IRSEM c'est aujourd'hui 25 chercheurs permanents, une vingtaine de chercheurs associés, 30 publications par an, plus de 50 événements annuels, une revue académique Les Champs de Mars, une antenne à Bruxelles et un réseau de doctorants financés par la DGRIS (une centaine depuis 2015).

La Revue Nationale Stratégique de 2025 ne se contente pas de décrire un monde plus dangereux, elle assigne à la recherche stratégique une place explicite dans la

réponse que la France entend y apporter. Elle affirme que « *les instituts de recherche français et étrangers doivent être considérés comme des membres à part entière de l'écosystème contribuant à la conception de la stratégie de sécurité et de défense* » et que leur intégration à ces travaux « *sera renforcée* » (RNS, § 389). Elle va plus loin encore, en appelant à « *un investissement considérable dans le domaine stratégique de nos universités, de nos grandes écoles et de nos institutions de recherche* », pour soutenir « *l'écosystème d'éducation, de recherche et de débat d'idées sur les enjeux de défense et de sécurité nationale* » (RNS, § 205). Et elle consacre, pour la première fois sous cette forme, un objectif stratégique entier (le onzième) à « *une excellence académique, scientifique et technologique au service de la souveraineté française et européenne* » (RNS, OS n° 11).

C'est dans ce cadre que la mission de l'IRSEM soulève immédiatement une question. Une question en apparence très simple :

Que sont les études stratégiques ?

Connaissez-vous deux personnes, a fortiori venant du monde académique ou du ministère des Armées, qui donneraient exactement la même définition des études stratégiques ? Je crains, sans vous surprendre, de répondre par la négative.

Il est pourtant utile de distinguer plusieurs traditions intellectuelles qui se sont progressivement constituées : les War Studies, les Strategic Studies, les Security Studies ou encore les Military Studies.

Notre rôle à l'IRSEM consiste précisément à dépasser la porosité de ces frontières et de démontrer dans chacune de nos activités ce qui est stratégique.

Les War Studies contemporaines ne consistent plus simplement à étudier « les batailles ». Elles abordent des questions extrêmement actuelles : drones et

robotisation, IA militaire, guerre cyber, espace, armes nucléaires, économie de guerre, résilience des sociétés, désinformation, recrutement et fidélisation des militaires, retour de la masse, ou encore rapport entre démocratie et effort de défense.

Les études stratégiques, elles, posent une question légèrement différente. Elles interrogent la relation entre les fins, les moyens et l'adversaire. Autrement dit : comment un acteur politique mobilise-t-il ses ressources pour préserver sa liberté d'action, modifier un rapport de forces et atteindre ses objectifs dans une situation de compétition ou de confrontation ?

Cette définition reste profondément liée à la guerre et à l'emploi de la force. Mais elle ne peut plus aujourd'hui s'y réduire. Car une caractéristique majeure du monde contemporain est précisément que la compétition stratégique déborde très largement le champ militaire et embrasse un large spectre de conflictualités.

Cela nous oblige, me semble-t-il, à poser une deuxième question :

Comment un enjeu devient-il stratégique ?

Ce qui est important n'est pas nécessairement stratégique, et ce qui est stratégique n'est pas nécessairement militaire. Mais nous ne pouvons pas conclure que ce qui est important n'est pas nécessairement militaire. Et c'est une erreur souvent commise de bonne foi au nom d'un paralogisme pernicieux.

Car les objets ne sont pas intrinsèquement stratégiques. Ils le deviennent.

- Un minéral devient stratégique lorsqu'une dépendance rencontre une possibilité d'interruption ou de coercition.

- Une technologie devient stratégique lorsqu'elle modifie suffisamment les capacités relatives des acteurs.
- Une opinion publique devient stratégique lorsqu'elle conditionne la soutenabilité politique d'un effort de défense ou d'un engagement militaire.
- Un budget devient stratégique lorsque son allocation conditionne durablement les capacités militaires et la liberté d'action future.

Il existe donc un processus de « stratégisation » c'est-à-dire le passage par lequel un objet économique, technologique, social ou politique acquiert une portée stratégique parce qu'il affecte un rapport de puissance, parce qu'il crée une vulnérabilité ou parce qu'il conditionne la capacité d'action.

Le terme mérite sans doute encore d'être discuté. Mais le phénomène, lui, me paraît essentiel. Et c'est précisément ici que les sciences sociales, et donc l'IRSEM, ont quelque chose à apporter aux études stratégiques.

Faire de la guerre et la paix un objet de sciences sociales et faire de la stratégie une question scientifique.

Cette ambition permet aussi de donner une cohérence aux trois priorités scientifiques que nous avons portées à l'agenda de l'IRSEM pour les prochaines années : (1) les vulnérabilités critiques ; (2) l'esprit de défense et la cohésion nationale et (3) la dynamique des conflits.

Permettez-moi de donner quelques perspectives pour chacune de ces 3 propriétés.

Première priorité scientifique : les vulnérabilités critiques

Le politiste américain Stephen Krasner a proposé en 1999 une formule cruelle mais juste : la souveraineté westphalienne serait une « hypocrisie organisée », une fiction juridique que dément, chaque jour, la réalité des interdépendances.

Pendant plusieurs décennies, ces interdépendances ont principalement été envisagées comme des facteurs d'efficacité, de prospérité et parfois même de pacification.

Nous savons désormais qu'elles peuvent également devenir des instruments de puissance.

Nous en avons des illustrations concrètes : la Chine concentre l'essentiel des capacités mondiales de raffinage des terres rares ; Taïwan demeure le nœud critique de nos chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs ; nos universités et nos laboratoires sont devenus des cibles d'ingérence scientifique et technologique. Aucune de ces vulnérabilités ne se résorbera par la seule proclamation de notre souveraineté.

C'est précisément là que se situe un angle mort de la pensée stratégique française : nous avons largement importé, ces dernières années, le vocabulaire américain de l'« economic statecraft » et du « de-risking », sans construire notre propre doctrine de ce que pourrait être une souveraineté à l'européenne ; non pas l'autarcie, qui est un fantasme, mais la maîtrise sélective des dépendances les plus critiques, assortie d'alliances choisies plutôt que subies.

C'est un chantier autant académique qu'opérationnel : il suppose de cartographier nos dépendances, de comprendre les logiques de coercition économique de nos compétiteurs, et de proposer, pour l'Europe, un cadre conceptuel qui lui soit propre plutôt qu'emprunté.

C'est la première réponse à la question posée précédemment : est stratégique ce qui conditionne notre liberté d'action.

Deuxième priorité scientifique : l'esprit de défense et la cohésion nationale

Cette priorité pourrait sembler, à première vue, plus éloignée des études stratégiques classiques.

Elle me semble essentielle car elle touche à ce que Clausewitz appelait la « trinité paradoxale », ce triangle indissociable entre le peuple, le gouvernement et l'armée, dont l'équilibre conditionne la capacité d'une nation à soutenir l'effort dans la durée. Raymond Aron ajoutait que ce consentement ne se décrète pas : il se construit, par la compréhension. Emile Durkheim, de son côté, montrait que la cohésion d'une société complexe repose moins sur l'uniformité des croyances que sur la conscience partagée d'appartenir à un même destin.

Aucune stratégie ne peut durablement être conduite indépendamment de la société qui doit la soutenir. Cela est particulièrement vrai dans une démocratie.

Un effort de défense suppose certes des capacités militaires, des équipements, une industrie, des ressources budgétaires, des femmes et des hommes, des réservistes... Mais il implique quelque chose de moins immédiatement visible : du consentement, de la confiance et une compréhension suffisamment partagée des intérêts que nous voulons défendre.

La cohésion nationale n'est donc pas simplement l'environnement social dans lequel se déploie une stratégie. Elle peut elle-même devenir stratégique.

- Une évolution démographique devient stratégique lorsqu'elle affecte le recrutement ou la mobilisation.
- Le rapport au travail devient stratégique lorsqu'il transforme l'attractivité des armées ou de l'industrie de défense.
- Le consentement fiscal devient stratégique lorsque l'augmentation durable de l'effort de défense suppose des arbitrages collectifs.
- La confiance dans les institutions devient stratégique lorsqu'un adversaire cherche précisément à l'affaiblir.

- L'opinion publique devient stratégique lorsqu'elle conditionne la capacité d'une démocratie à soutenir un engagement dans la durée.

Voilà pourquoi l'esprit de défense doit également devenir un objet de recherche. Nous avons à cet égard pris l'initiative de lancer une grande enquête en population générale (25 000 personnes) pour comprendre les ressorts de l'adhésion, de l'indifférence voire du rejet de cet esprit de défense.

Ce ne sont pas des sujets périphériques à la stratégie.

C'est le sens de nos travaux, séminaires, colloques : diffuser une culture stratégique vers les mondes académique, politique, économique, et donner à une génération entière les moyens de comprendre les enjeux auxquels elle devra faire face, notamment face aux manœuvres hybrides et aux manipulations de l'information qui, on le sait, ciblent directement notre cohésion nationale. En cette année qui verra se profiler l'élection présidentielle de 2027, ce travail de pédagogie stratégique sera l'une de nos priorités les plus visibles.

C'est ici la deuxième réponse : est stratégique ce qui conditionne la capacité d'une société à soutenir l'action dans la durée.

Troisième priorité : la dynamique des conflits

Cette dernière priorité porte sur ce que Clausewitz nommait le caméléon de la guerre, cette faculté qu'a le phénomène guerrier de changer sans cesse d'apparence tout en conservant sa nature politique profonde.

La guerre en Ukraine en fournit une illustration spectaculaire.

Elle marque simultanément le retour de phénomènes que certains pensaient appartenir au passé (les tranchées, l'artillerie, la masse, l'attrition, la mobilisation

industrielle) et la généralisation de nouvelles formes de combat : drones, intelligence artificielle, guerre électronique, cyber.

Cette coexistence de l'ancien et du nouveau pose une question centrale aux études stratégiques : qu'est-ce qui, dans ces transformations, est véritablement stratégique ?

Toutes les innovations technologiques ne constituent pas des ruptures stratégiques.

- Une innovation tactique devient stratégique lorsqu'elle transforme durablement le rapport de forces ou les conditions d'emploi de la puissance.
- Une nouvelle arme devient stratégique lorsqu'elle modifie les calculs de l'adversaire.
- Une innovation organisationnelle devient stratégique lorsqu'elle permet de convertir une ressource nouvelle en avantage militaire durable.

L'une des fonctions de la recherche est précisément de distinguer la nouveauté de la rupture, l'innovation tactique de la transformation stratégique.

C'est pourquoi l'IRSEM développera ses recherches sur la dynamique des conflits : conflits de haute intensité, transformations du champ de bataille, dronisation, guerre électronique, hybridité, mais aussi escalade, dissuasion et terminaison des guerres.

C'est la troisième réponse : est stratégique ce qui transforme durablement les conditions de l'affrontement et les rapports de puissance.

Pour conclure...

En évoquant les trois priorités scientifiques de l'IRSEM, je veux insister sur notre ambition partagée : aider à construire, ce qui nous fait encore défaut, une école française des études stratégiques.

Ce n'est pas un projet d'un an. C'est un projet de génération. C'est un projet de relève stratégique.

Une école de pensée ne se décrète pas. Elle se construit par ses recherches, par ses méthodes, par ses controverses, par les chercheurs qu'elle forme, par ses relations avec les institutions et, surtout, par sa capacité à produire des idées qui circulent au-delà de nos frontières.

La France a su le faire dans d'autres domaines des sciences sociales.

Elle possède une histoire, une culture stratégique, une expérience militaire et une tradition intellectuelle qui lui donnent toute légitimité pour le réussir.

Mais cette école française ne pourra être ni la simple reproduction des Strategic Studies anglo-américaines, ni le prolongement des seules études militaires.

Il ne s'agit évidemment pas pour nous de couvrir tous les sujets. Il ne s'agit pas davantage de nous substituer aux états-majors, aux directions et aux services du ministère, dont les responsabilités sont d'une autre nature.

Notre rôle est ailleurs.

Il consiste à mobiliser les meilleures méthodes de la recherche et des sciences sociales pour identifier, comprendre et anticiper ce qui devient stratégique.

En résumé, travaillons à faire de la guerre et de la paix un objet de sciences sociales et faire de la stratégie une question scientifique.

Et comprendre comment les transformations du monde deviennent stratégiques.